

Remonter aux origines de l'économie solidaire

PIERRE-OLIVIER MAHEUX, *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. La passion des êtres*, Québec, Septentrion, 2016, 141 pages

Gabriel Arsenault

Volume 10, numéro 3, été 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82560ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arsenault, G. (2016). Compte rendu de [Remonter aux origines de l'économie solidaire / PIERRE-OLIVIER MAHEUX, *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins. La passion des êtres*, Québec, Septentrion, 2016, 141 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 10(3), 22–23.

REMONTER AUX ORIGINES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Gabriel Arseneault

PhD, science politique, Université de Toronto

PIERRE-OLIVIER MAHEUX
**HISTOIRE DE LA CAISSE
D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
DESJARDINS. LA PASSION
DES ÊTRES**

Québec, Septentrion, 2016, 141 pages

Il y avait longtemps qu'on l'attendait. Riche en illustrations en couleur, ce premier ouvrage sur la Caisse d'économie solidaire Desjardins nous révèle enfin l'histoire de la principale institution financière des entreprises d'économie sociale du Québec. Bien qu'il s'apparente parfois à une brochure promotionnelle, le livre du jeune historien de la Société historique Alphonse-Desjardins, Pierre-Olivier Maheux, est bien fait et parvient efficacement à démystifier les origines de cette caisse «pas comme les autres».

La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL) est le résultat relativement complexe d'un processus de fusions de sept caisses créées entre 1923 et 1971 – processus admirablement illustré à l'aide d'un graphique à la page 12. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur nous explique méticuleusement comment la Caisse en est arrivée à sa présente constitution tout en répondant, au passage, aux principales questions que je m'étais posées à son sujet : comment la CECOSOL se compare-t-elle aux autres caisses ? Quel est son lien avec la CSN ? Avec Desjardins ? D'où lui vient sa mission distinctive ? Est-elle de Montréal ou de Québec ?

D'abord, comme l'indique son nom, la Caisse d'économie solidaire Desjardins n'est pas une caisse populaire servant les habitants d'un territoire précis qui correspondait jadis à la paroisse : elle est une caisse de groupe servant les membres qui adhèrent à sa principale mission distinctive, à savoir soutenir une économie «solidaire». En effet, pas moins de 85 % de ses produits d'épargne s'inscrivent dans l'investissement socialement responsable. Et pourtant loin d'être une institution marginale, la Caisse gérait, au 31 décembre 2014, un actif dépassant les 750 millions de dollars et comptait sur 14794 membres — 11754 membres individuels, 2796 entreprises d'économie sociale et 244 entreprises privées socialement engagées.

Chronologiquement, les deux premières caisses à l'origine de la CECOSOL sont la Caisse populaire des syndicats catholiques et nationaux de Montréal (1923) et la Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec (1927). Dans les deux cas, ces caisses étaient essentiellement desti-

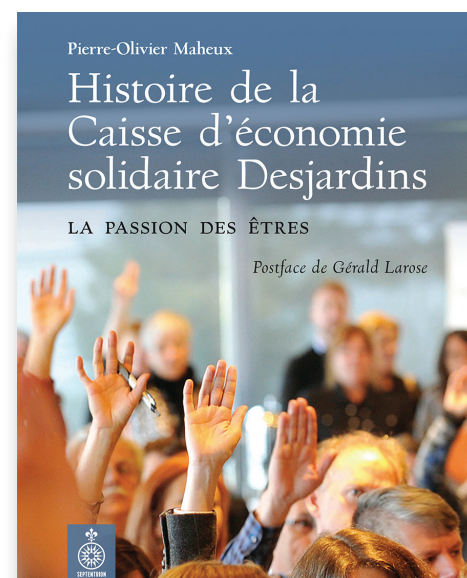
nées aux travailleurs syndiqués de la jeune Confédération des travailleurs catholiques du Canada – qui deviendra la Confédération des syndicats nationaux en 1960. La grande proximité entre la Caisse et la CSN s'est maintenue depuis. Un exemple parmi tant d'autres : depuis 1999, le président du conseil d'administration de la Caisse est l'ancien président de la CSN, Gérald Larose.

La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL) est le résultat relativement complexe d'un processus de fusions de sept caisses créées entre 1923 et 1971

Le moment fort suivant de l'histoire de la Caisse est la création de la Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec, en 1971. On peut dire que cette caisse est le noyau dur de l'actuelle CECOSOL puisque c'est avec elle que toutes les autres caisses ont éventuellement fusionné. Elle est née du leadership de deux hommes s'inscrivant dans le «deuxième front» de la CSN (donc visant à lutter pour la justice sociale au-delà des stricts milieux de travail) : Léopold Beaulieu, militant au Conseil central de Québec (CSN), et André Laurin, qui avait mis sur pied le réseau des Associations coopératives d'économie familiale avec l'appui de la CSN. Le troisième grand bâtisseur de la Caisse fut Clément Guimond, qui intégrera l'équipe dès 1972 et la dirigera de 1986 à 2007.

Ouverte à tous, mais destinée en premier lieu aux syndiqués du Conseil central de Québec, la Caisse cherchait «à faire l'essai d'une société plus juste». Son hypothèse centrale était que remettre aux travailleurs les intérêts de leurs épargnes ne les enrichissait pas ; que les travailleurs seraient mieux servis si la Caisse utilisait cet intérêt sur l'épargne pour financer des projets collectifs.

Ouverte à tous, mais destinée en premier lieu aux syndiqués du Conseil central de Québec, la Caisse cherchait «à faire l'essai d'une société plus juste». Son hypothèse centrale était que remettre aux travailleurs les intérêts de leurs épargnes ne les enrichit pas ; que les travailleurs seraient mieux servis si la Caisse utilisait cet intérêt sur l'épargne pour financer des projets collectifs. La nouvelle Caisse offrait ainsi, d'une part, des «services à l'homme» qui per-



mettaient aux travailleurs d'épargner ; elle négociait, par exemple, des rabais sur les pneus de voiture pour ses membres, ou leur offrait gratuitement des services de consultation budgétaire et juridique. D'autre part, la Caisse investissait dans la création d'entreprises collectives répondant aux besoins fondamentaux de la classe laborieuse, en particulier dans le domaine de l'habitation. Enfin, cherchant à préfigurer une alternative favorable aux travailleurs, la Caisse aspirait à l'autogestion.

Entre 1971 et 2002, un total de six caisses (incluant la Caisse populaire des syndicats catholiques et nationaux de Montréal et la Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec susmentionnées) viendront se joindre à la Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec, rebaptisée Caisse d'économie solidaire Desjardins en 2004. Ayant des centres de service à Montréal, Québec et Joliette, la Caisse a aujourd'hui une envergure véritablement nationale. Depuis 2007, la Caisse est même présente au nord du 55^e parallèle : en fait, environ le tiers des membres individuels de la Caisse viennent présentement du Nunavik.

D'autres changements sont survenus depuis 1971. La Caisse joint le Mouvement Desjardins en 1978, alors qu'elle fusionne avec la Caisse populaire des syndicats nationaux de Québec (initialement appelé Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec). Aussi, les objectifs de la Caisse ont évolué. Plutôt que de parler d'autogestion, on parle aujourd'hui de gestion participative ; plutôt que de créer des entreprises collectives, la Caisse cherche aujourd'hui surtout à les accompagner dans leur développement ; enfin, seule une petite fraction des membres de la Caisse sont aujourd'hui syndiqués à la CSN et le volet «services à l'homme» a été largement abandonné. Comme l'insiste l'ouvrage, cependant, ces changements ne remettent pas en question la mission fondamentale de la Caisse : contribuer au développement d'une autre économie, qui met l'humain avant le capital.

suite de la page 22

À n'en pas douter, la CECOSOL est un trésor national. J'en suis tellement convaincu que je suis moi-même membre de la Caisse depuis novembre 2014 (et siège depuis peu à son conseil de surveillance). L'absence de recul critique dont fait preuve l'ouvrage risque toutefois d'irriter plus d'un lecteur. D'abord, on ne compte pas moins de 18 pages de «témoignages», les uns plus admiratifs que les autres, de parties prenantes. La préface et la postface se consacrent similairement à faire un éloge ronflant de la Caisse. Le livre contient donc en gros 25 pages de pub qui ne contribuent pas vraiment à nous renseigner sur la CECOSOL. Dans sa postface, Gérald Larose va même franchement trop loin en parlant du Rendez-vous solidaire comme donnant lieu à «un débat de fond systématique... sur les orientations de la Caisse». Le Rendez-vous solidaire est en fait devenu un lieu de «divertissement éducatif» plutôt que de débat. Dans son édition de 2015, les membres ont tout simplement été invités à jouer à un jeu de société ayant pour thème la finance responsable (ce qui est décrit ailleurs dans le livre, à la page 102, comme étant de l'innovation); dans son édition de 2016, nous avons eu droit à un spectacle de la troupe de théâtre Parminou mettant en scène l'histoire de la Caisse.

Le reste de l'ouvrage est plus sérieux, mais demeure enfermé dans une logique d'autopromotion. En résulte une histoire résolument apolitique de la Caisse qui évacue du récit, non seulement les débats internes concernant les orientations de l'institution, mais aussi, plus fondamentalement, la lutte de la Caisse contre les promoteurs d'un modèle néolibéral de développement.

On ne peut pourtant véritablement comprendre l'action de la Caisse en faisant abstraction des forces hostiles à sa vision de développement. Prenons le secteur du logement en exemple.

L'absence de recul critique dont fait preuve l'ouvrage risque toutefois d'irriter plus d'un lecteur. [...] Le livre contient donc en gros 25 pages de pub qui ne contribuent pas vraiment à nous renseigner sur la CECOSOL.

Depuis les années 1970, la Caisse accorde une importance particulière à ce secteur : elle y dirige présentement environ 60 % de ses prêts aux entreprises. Cette continuité «quantitative» cache cependant une discontinuité «qualitative» importante dans sa façon de soutenir le logement. Au moment de sa fondation, la Caisse cherchait à construire du logement communautaire abordable pour les travailleurs. Une telle vision «universaliste» du logement social – bien que largement partagée dans plusieurs pays européens – a toujours été accueillie ici froidement par les gouvernements qui préfèrent concevoir le logement social comme un logement de pis-aller pour les ménages incapables de se loger dans le parc privé. Aujourd'hui, la Caisse a dû s'adapter à ce contexte et a largement cessé de défendre une conception particulière du logement social. En fait, bien souvent, comme lorsqu'elle se porte à la rescousse de logements communautaires dont la convention

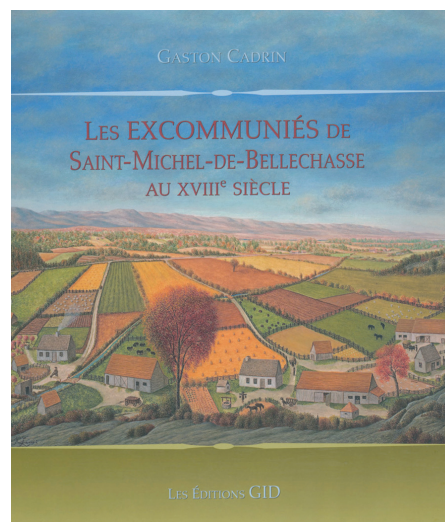
de prêt avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement arrive à échéance, la Caisse est moins en train de «construire une autre économie» que de minimiser les dommages du retrait de l'État-providence.

En faisant écrire son histoire, la CECOSOL permet enfin de faire la lumière sur ses origines. Le résultat est un cadeau pour tous ceux que la Caisse intéresse ou intrigue. On nous donne toutefois à voir une institution bien satisfaite d'elle-même et qui, malgré ses origines et sa proximité syndicales et sa volonté de participer à la construction d'une économie centrée sur l'humain, peine à se situer dans le cadre d'un conflit de longue durée avec le capital. ♦

GASTON CADRIN (préface de Gaston Deschênes)
LES EXCOMMUNIÉS DE SAINT-MICHEL DE BELLECHASSE AU XVIII^E SIÈCLE
 Québec, Les Éditions GID, 2015, 405 pages

C'est à un véritable travail de moine que s'est livré Gaston Cadrin, qui a cherché à faire la lumière sur les récits familiaux qui évoquaient un ancêtre insoumis, stigmatisé avec d'autres pour son refus de collaborer avec l'occupant britannique à la défense de la colonie canadienne devant la poussée expansionniste de la Révolution américaine de 1775-76. «Il y avait un Cadrin parmi ces rebelles inhumés en terre profane à la fin du XVIII^e siècle, exhumés en 1880 et réinhumés dans une partie du cimetière réservée aux enfants non baptisés», nous dit Gaston Deschênes en préface. Cadrin a cherché à comprendre le contexte, reconstituer les circonstances et rétablir les faits.

L'entreprise s'est déployée sur un immense travail de dépouillement des archives, surtout des archives notariales. «Finalement, Gaston Cadrin n'aura pas trouvé de véritables excommuniés, au sens canonique du terme, mais de simples habitants qui se sont rebellés face aux autorités politiques et religieuses et se sont exclus, plus ou moins volontairement de l'Église» (p.10), nous livre d'entrée de jeu le préfacier. Un peu comme dans ces romans policiers où l'intérêt se porte moins sur le malfaiteur – souvent identifié d'entrée de jeu – que sur la démarche d'enquête et la reconstitution du parcours, l'ouvrage de Cadrin livre son miel dans les minutieuses descriptions et portraits de milieux, de clans familiaux et anecdotes de villages où la petite histoire éclaire la Grande. Le récit est extrêmement minutieux, au point parfois de dérouter un peu le lecteur non spécialiste ou préférant les grandes perspectives et les démonstrations larges, mais il est toujours vivant, donnant à sentir, aussi bien les rythmes de la vie quotidienne que les perturbations que leur font subir la guerre, ses épouvantes et ses dévastations.



Les personnages locaux comme les acteurs historiques apparaissent sous un jour que les descriptions de la vie matérielle nous rendent presque familiers. La Nouvelle-France conquise a souffert. Ses habitants conquis n'ont pas tous sombré dans la résignation. Une résistance populaire a existé, particulièrement sous l'effet temporairement catalyseur de «l'invasion» américaine. Des têtes fortes comme celles que nous fait connaître Cadrin y ont largement contribué et c'est tout au mérite de l'ouvrage de nous les faire connaître. Luttant plus ou moins ouvertement contre les effets locaux du ressentiment révisionniste à l'endroit de ceux qui ont refusé les arguments légitimistes et tenté de résister à l'ordre que le Conquérant a imposé aussi bien qu'aux notables et curés qui se sont chargés de le faire accepter, l'auteur ne cache pas sa volonté de contribuer par cet ouvrage à les réhabiliter dans la mémoire locale comme dans ce chapitre de l'Histoire.

Il est bon de voir ainsi mises en évidence les traces de la résistance et de se voir placer sous les yeux la vie quotidienne et la culture matérielle qui les rendaient aussi compréhensibles que méritoires. Voilà un travail qui contribuera certainement à renforcer les assises monographiques de ce qui est en train de s'affirmer comme une véritable école historienne, celle des historiens de la Côte-du-Sud.

Robert Laplante